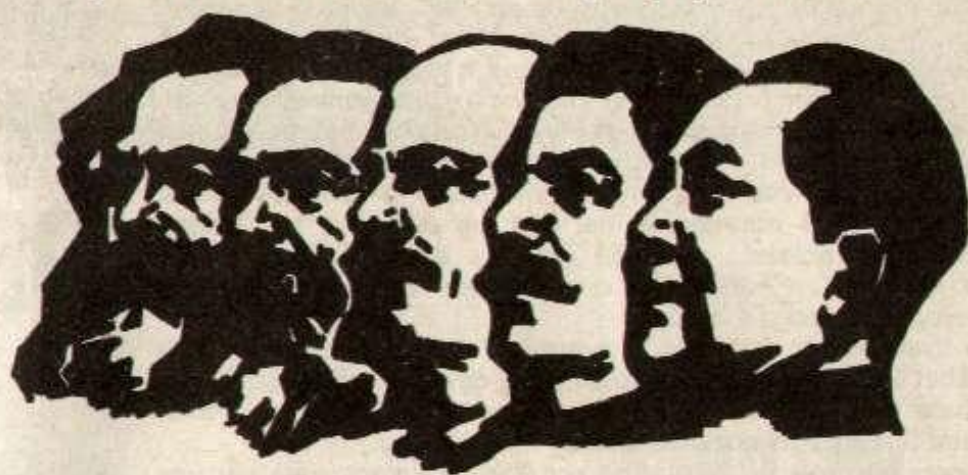


front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

N°109

28 MARS 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

1,50 f

NON AU PLAN MESSMER, PLAN DE BLOCAGE DES SALAIRES

Il y a 3 mois, manifestation contre la politique gouvernementale



« Nous ne devons pas nous faire d'illusions. En 1974, année difficile, tout ce que nous pouvons espérer c'est de maintenir le pouvoir d'achat des salaires... ce serait une illusion que de dire qu'il est possible d'augmenter le pouvoir d'achat ». C'était jeudi dernier, Messmer présentait le « nouveau » plan gouvernemental. A vrai dire, pour les travailleurs, la surprise n'est pas grande : les mesures annoncées viennent renforcer tout un train de mesures déjà prises qui réduisent le niveau de vie des masses laborieuses. Et bien sûr, la bourgeoisie ne veut pas en rester là. Giscard d'Estaing a précisé : « le plan présenté aujourd'hui n'est pas définitif. C'est un plan continu qui connaîtra d'autres développements ».

Les travailleurs, habitués à constater une baisse du pouvoir d'achat lorsque le gouvernement parle de son augmentation, sur la base de calculs truqués, savent aujourd'hui à quoi s'en tenir lorsqu'il n'est plus question que de « maintenir ».

D'après Messmer, « la situation actuelle est caractérisée par une forte augmentation de la consommation... et cette augmentation est un élément de la hausse des prix ». Les travailleurs consomment trop ! Donc le gouvernement bloque les salaires. Ce blocage est une des principales mesures du plan Messmer, qui l'annonce sans en avoir l'air : en effet, on nous prévient que les entreprises n'auront pas « l'autorisation » de répercuter intégralement dans le prix de vente de leurs marchandises, les hausses de salaires qu'elles auront accordées à leurs ouvriers.

Autrement dit, le gouvernement procure au patronat un argument officiel : comment voulez-vous que l'on augmente vos salaires puisque nous ne pouvons pas augmenter nos prix en conséquence.

Pendant ce temps, le gouvernement prévoit : les hausses de prix vont aller à un train d'enfer, les dispositions sont prises :

— « La répercussion de la hausse des cours des matières premières et de l'énergie sera faite avec MINUTIE et RAPIDITE ».

Après une série de hausses annoncées dont 14,5% pour le gaz, 12% pour le charbon et des hausses non annoncées mais bien réelles, notamment dans l'alimentation (depuis le 1er janvier, l'huile Lesieur passant de 4,20 f à 5,90 f, le riz de 3,40 f à 4,35 f les 500 g, le gâteau de semoule de 1,35 f à 1,85 f, etc...) Messmer a annoncé 7,5% d'augmentation à dater du 1er avril à la SNCF pour les tarifs voyageurs, idem pour les tarifs marchandises avec les répercussions qu'on peut imaginer sur les prix.

Avec un prétendu souci de la collectivité, Messmer annonce qu'à Paris, les tarifs SNCF banlieue et RATP ne seront pas augmentés... dans l'immédiat. « Pourtant, se plaint-il ces choix vont avoir comme conséquence une dégradation de la situation financière des entreprises ». Et pour pallier la « dégradation », l'Etat va augmenter « sa » contribution : 1.426 Milliards, autrement dit le contribuable paiera. Cela signifie augmentation de la pression fiscale pour les travailleurs.

L'accroissement de la pression fiscale est une autre « innovation » du plan Messmer : le 2e tiers provisionnel payable le 15 mai, passe, comme le premier à 43%, pour le contribuable payant 21.000 f ou plus d'impôt, ce qui permet à l'Etat d'obtenir le recouvrement de la presque totalité de l'impôt sur le revenu, en 3 mois, pour ces contribuables. Ceci ne frappe pas particulièrement des gens aisés puisqu'il suffit dans un couple sans enfant que chacun ait un salaire moyen de 1250 f pour tomber sous le coup de la mesure.

Quant à l'impôt indirect qui entre pour une part importante dans le prix de tous les produits de consommation courante, la TVA, il va rapporter à l'Etat au moins 25 Milliards de plus que prévu par le budget. Et pour ce chapitre, il n'est même pas question de mesures comme celles de la période préélectorale de début 1973 qui avait vu une suspension provisoire de la TVA sur la viande. Le ministre des Finances a ainsi déclaré jeudi dernier : le gouvernement demandera au parlement l'autorisation d'abaisser la TVA, ajoutant aussitôt « Mais les pouvoirs publics n'ont pas l'intention de se servir de cette autorisation à l'heure actuelle... » Ce sera « au moment opportun, ce n'est pas le cas de l'immédiat » a indiqué Messmer.

L'ensemble des sacrifices ainsi imposés aux travailleurs doit servir aux monopoles français à réaliser les investissements nécessaires qui leur permettent de se moderniser, de se restructurer et de produire à des prix compétitifs sur le marché mondial. « Nous voulons encourager les exportateurs » a déclaré Messmer. Encourager les exportateurs, cela signifie aider les monopoles dont les efforts sont largement tournés vers l'exportation, vers le maintien du contrôle d'un certain nombre de marchés, dans le cadre de la concurrence inter-impérialiste. Pour favoriser leurs investissements, les industries exportatrices se voient gratifiées d'un prêt de 4 milliards de francs, empruntés sur le marché international et auprès des banques françaises. Par le biais d'organismes d'Etat couvrant les risques commerciaux des exportations, les industries exportatrices pourront récupérer encore 10 autres milliards de francs. Le président du patronat français (C.N.P.F.), Ceyrac, n'a pas manqué de remarquer « qu'il retrouvait là un certain nombre d'éléments sur lesquels il avait, à plusieurs reprises, attiré l'attention de M. Giscard d'Estaing ». Ces mesures sont l'autre volet du plan Messmer, voilà ce que Messmer appelle « assurer une répartition équitable des sacrifices qui seront faits ».

Travailleur, travailleuse, il y a loin des bonnes paroles de Messmer qui, en janvier 73, dans son discours de Pro vins, discours à usage purement électoral promettait l'arrêt des hausses, le plein emploi, l'« humanisation » des conditions de travail... Aujourd'hui, Messmer nous appelle froidement « aux sacrifices » et nous prévient que ça ira de mal en pis.

Travailleur, travailleuse, refusons de faire les frais de la crise de bourgeoisie et de son système pourri ! Préparons la seule issue qui fera rendre gorge à nos exploiters — la Révolution Proletarienne !

Travailleur, travailleuse, rejoins le Parti du prolétariat !
A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE !

NON AU PLAN MESSMER PLAN DE BLOCAGE DES SALAIRES



les 5 propositions des partis de gauche, un replâtrage du programme commun

Annoncée de longue date, la réunion des « trois partis de gauche », destinée à « poursuivre leurs efforts en vue d'approfondir et d'actualiser le Programme Commun », s'est tenue mardi dernier. « Des mesures immédiates en vue de lutter contre la hausse des prix » ont été annoncées. Le Programme commun prévoyait : « la suppression de la T.V.A. sur les produits de TOUTE première nécessité », aujourd'hui, l'actualisation du programme consiste à réclamer la suppression sur « les produits de première nécessité ». L'intérêt des travailleurs, c'est d'exiger la suppression de la TVA sur tous les produits de consommation courante. Le programme commun réclamait le SMIC à 1000 f, maintenant, la « gauche » fixe le SMIC à 1200 f. Cette augmentation imposée par la hausse vertigineuse des prix, laisse le SMIC à un taux bien inférieur au salaire qui permettrait au travailleur et sa famille de s'assurer le minimum vital. Les 3 partis « de gauche », dans leur « remise à jour » abordent un problème crucial : celui de la hausse des loyers ; ils demandent la « prolongation du blocage des loyers jusqu'à la fin 1974 », alors que le gouvernement limite ce blocage à fin juin 74. Mais la « gauche » ne prend ici nullement en compte l'ampleur des charges qui augmentent au point de devenir dans de nombreux cas un véritable second loyer. A tel point que le gouvernement

lui-même doit annoncer qu'il va « tenir compte désormais » des charges pour le calcul de l'allocation logement.

« Programme Commun » actualisé ou pas, le fossé reste aussi profond entre ses propositions et les aspirations des travailleurs, qu'ils expriment dans leurs luttes. Il y a loin du Programme Commun, même « approfondi » et « actualisé » à la lutte des travailleurs. A LIP, à Pigmy Radio, à Bailleul les travailleurs réclamaient « Pas un seul licenciement », mot d'ordre avancé aujourd'hui par les ouvriers de Rateau ; mais les partis de « gauche » eux en sont toujours à réclamer « pas de licenciement, sans reclassement équivalent », à SAVIEM c'est pour 1650 f par mois que les travailleurs ont fait grève. A Villefranche s/ Saône, pour avoir refusé de faire la grève des loyers, les révisionnistes se sont fait expulser d'une association de locataires...

Non, les nouvelles « mesures » de la « gauche », ne duperont pas les travailleurs ! De plus en plus, ils rejettent « l'issue politique » proposée aux luttes par la « gauche », l'issue du programme commun. Ils rejettent le nouvel « appel à agir pour que le Parlement débâte des revendications de la gauche ». Plus que jamais, imposons nos revendications :

- 1650 f pour 40 heures !
- 200 f pour tous par mois !
- Non aux licenciements !

DES PROMESSES !

« Il tient ce qu'il promet » c'était le slogan de Pompidou en 69 pour se faire élire. Le programme de Pro vins est à la poubelle, mais cela ne gêne pas la Nation qui se lamente sur le retard de 2% sur les prix, pris par les salaires. Et son éditeur avec des accents de tribun populaire de s'indigner : « c'est insupportable pour le panier de la ménagère et même insoutenable pour les familles les plus défavorisées ». Et Debré aux journées d'étude parlementaires de l'UDR déclarait : « il n'y aurait pas toutes ces agitations dans certains secteurs si la hausse des prix n'avait pris ce rythme. On ne peut rester insensible à ces conséquences sociales ». Ce à quoi Debré et Montalais ne peuvent rester insensibles, ce n'est pas la baisse du pouvoir d'achat des ouvriers, qu'ils s'efforcent de minimiser à 2%. Ce qu'ils craignent c'est le développement des luttes des travailleurs contre la vie chère, pour 1650 f minimum, comme à la SAVIEM.

Pour ne pas être en reste de démagogie, Lecanuet toujours soucieux de son image de marque, réclame l'échelle mobile des salaires, la moitié du SMIC pour les mères de famille au foyer, et une retraite égale au SMIC, de quoi faire pâlir d'envie Séguy qui n'en réclame pas tant. Qu'est-ce qui incite Lecanuet à tant de générosité verbale, en dehors de toute période électorale ? « Si de telles mesures ne sont pas arrêtées sans délai, a-t-il indiqué le 19 mars, la situation économique et sociale de la France à l'automne deviendra incontrôlable ». Crainte devant le développement des luttes, devant la prise en main de ces luttes par les travailleurs, voilà qui effraie tant ces responsables de la bourgeoisie et les rend si prolifiques en déclarations d'intentions.

A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE !

la classe ouvrière à l'action...

contre la vie chère

Le mouvement de lutte continue de s'intensifier contre la vie chère, pour des augmentations de salaire dans toutes les branches et dans toutes les régions. La plupart de ces luttes sont des grèves, beaucoup avec occupation.

La lutte s'est durcie et élargie chez Jaeger-Levallois où une grève de 24 h reconductible s'est déclenchée le 13 Mars pour obtenir une compensation à la réduction d'horaire de 2h30 au mois de janvier, la garantie de l'emploi et 200 f pour tous. De très nombreuses manifestations de rue sont organisées par les grévistes qui, le 19 mars rejettent massivement les miettes patronales. Le 21 Mars, les ouvriers votent l'occupation de leur usine. Le 22 Mars, le patron cède : 120 f d'augmentation, heures de grève payées à 50%.

Dans le textile, la lutte a pris une ampleur considérable. A Troyes, les 4000 ouvrières en lutte ont fait céder les patrons : 150 f d'augmentation environ par mois, pas de salaire au dessous de 6,50 f, prime de vie chère de 70 à 120 f, alors que les patrons au départ ne voulaient pas lâcher plus de 5%. Les ouvrières de la FRAM continuent la lutte en occupant leur usine. Les patrons offraient 70 cts et une prime de vie chère passant de 70 à 80 f, les ouvrières réclament 1 f d'augmentation. Dans le Nord, après la Lainière de Roubaix, c'est maintenant 6000 ouvrières qui sont entrées en lutte pour un salaire minimum de 7 f par heure : 1400 ouvrières chez Leblan, 1000 chez Wallaert-Fremeaux à Lille, Haubourdin et Houplines, 200 chez Intissel à Lens, 400 chez Huet à la Madeleine, 200 chez Laffont, 2000 chez DMC où les grévistes poursuivent la lutte pour une augmentation de 1 f, et un salaire de 1500 f par mois.

A l'EDF, les employés ont fait grève 24 h, contre les contrats dits de « progrès » que veut leur imposer la bourgeoisie. Les électriciens ont eu 2% d'augmentation le 1er février comme tous les employés du secteur nationalisé, alors que l'augmentation des prix est déjà de 4% en 2 mois. De plus, alors que la bourgeoisie dans son contrat proposait 2,5% d'augmentation en plus de l'indice officiel, elle ne propose, pour 1974 qu'une augmentation de 2% en fin

d'année, alors que le gouvernement reconnaît lui-même l'inflation. L'année précédente, cela n'avait pas suffi, cette année, cela suffira encore moins. En faisant grève, les électriciens s'opposent au blocage des salaires que cache la politique de contrat de la bourgeoisie.

Face à cette combativité, la bourgeoisie tente de réprimer le mouvement.

— Chez Thomson-CSF, où dans les 12 usines de la région parisienne, les ouvriers font depuis 5 mois des débrayages tournants pour obtenir 200 f pour tous, la direction a mis à pied 2 jours la plupart des délégués syndicaux et envoyé une douzaine de lettres d'avertissement. Elle a prétexté la grève de l'EDF pour fermer l'usine. Les ouvriers ont riposté en bloquant la route nationale à Malakoff et en diffusant des tracts pour faire connaître et soutenir leur lutte.

— Chez Carnaud à Rouen, le 20 Mars au 25e jour de la grève, la bourgeoisie a envoyé ses flics briser les cadenas qui verrouillaient les portes d'entrée. Une centaine de personnes seulement sur 1200 salariés sont entrées dans l'usine. 1500 personnes ont riposté par une manifestation devant l'usine l'après-midi même et 2000 à Rouen pour soutenir les grévistes de Carnaud.

— Dans les banques, où la lutte s'élargit et se renforce : 10.000 employés sont maintenant en grève, la bourgeoisie a envoyé, samedi 23 mars à 20 h, ses flics évacuer le centre Barbès de la BNP. Les grévistes y bloquaient les ordinateurs du Service Informatique. Les grévistes sont sortis en chantant l'Internationale.

— aux Chantiers de l'Atlantique, à St-Nazaire, la direction lockoute à partir du lundi 25 Mars, 9000 travailleurs qui débrayaient pour obtenir une augmentation de 200 F.

HALTE A LA REPRESSION PATRONALE !

A LA BOURGEOISIE DE PAYER SA CRISE !

1650 F PAR MOIS MINIMUM POUR 40 H !

200 F D'AUGMENTATION POUR TOUS !

25 MARS

contre le chômage

Le chômage sous toutes ses formes continue de s'accroître. Les chiffres officiels sont significatifs : augmentation de 5,12% de janvier à février. Les plans de licenciements et les mesures de chômage partiel se sont aggravés cette dernière semaine.

— A la SNIAS à Toulouse les mesures de licenciement de 8000 personnes dans l'aéronautique annoncées par Galley à la suite de la réduction du programme Concorde se mettent en application, 900 personnes vont se retrouver sans travail, 140 jeunes actuellement à l'armée ; 344 employés en déplacement dans d'autres usines seront mutés définitivement sur le lieu de leur affectation présente, ou licenciés en cas de refus ; 300 personnes mises autoritairement à la retraite à 50 ans toucheront 70% de leur salaire ; les « départs naturels » enfin seront favorisés par l'octroi de primes. L'usine SNIAS de Châteauroux, elle, sera complètement fermée.

— Chez GENERAL MOTORS à Strasbourg, les 900 ouvriers, qui avaient déjà vu leurs horaires réduits à 32 h, avaient été mis en congés payés par anticipation du 18 au 25 février, sont contraints au chômage par la fermeture de leur usine du 1er au 6 avril avec la moitié de leur salaire normal.

— Chez PEUGEOT à Dijon, 1500 salariés ont été en chômage du 19 au 22 mars. A Sochaux et Mulhouse, des ateliers ont été fermés partiellement ou totalement du 21 au 22 Mars. Le personnel est par ailleurs invité à faire des économies : éteindre les lumières pendant le casse-croûte, ne pas perdre de boulons, etc... La direction a même été jusqu'à offrir 10 centimes d'augmentation à un ouvrier professionnel qui avait consommé un peu moins d'électricité sur sa machine. Elle multiplie ses pressions sur les travailleurs immigrés. Sous prétexte de s'intéresser à leur sort (« se plaisent-ils à l'usine ? Comptent-ils y rester longtemps ? ») elle tente de leur faire comprendre qu'ils sont indésirables. Elle lance enfin la compétition pour des systèmes de suggestion qui supprimeront le plus grand nombre de postes. Les ouvriers dénoncent ces manœuvres et ripostent en débrayant contre le chômage forcé que la direction leur fait subir : c'est à la bourgeoisie de payer sa crise, elle ne le fera ni avec l'aide des ouvriers ni sur leur dos.

Aux côtés des ouvriers de Râteau et Caravallair qui poursuivent la grève avec occupation et les manifestations contre la fermeture de leur usine, les luttes contre le chômage se développent. A l'imprimerie Darbois, les 96 ouvriers occupent depuis le 1er mars leur usine mise en liquidation judiciaire : ils exigent indemnités et préavis de licenciement. A Aubergenville, le personnel de la Société d'Exploitation et de Recherche Electronique occupe l'usine depuis le 18 mars à l'annonce du licenciement de 28 salariés sur 151. A Annonay aux Tanneries Françaises Réunies, 600 ouvriers occupent jour et nuit leur usine : ils refusent la liquidation. Des mouvements sont engagés chez MK Porter à Marpent dans le nord après l'annonce de 5000 licenciements.

Les luttes commencent à remporter quelques premiers succès : ainsi à Boulogne-sur-Mer, à Burton of London, où les 278 ouvrières étaient menacées de se retrouver à la rue, les premières luttes ont permis aux ouvriers d'obtenir la garantie d'aucun licenciement jusqu'au 14 avril et un salaire équivalent au SMIC pour 20 h de travail. La lutte continue !

HALTE AU CHOMAGE NON AUX LICENCIEMENTS

VILLEFRANCHE S/SAONE : action contre la hausse des charges

A Villefranche, l'office d'HLM du Rhône qui avait déjà augmenté de 34% les charges de chauffage en octobre, tente une nouvelle hausse, 50% pour février et... le paiement sur 8 mensualités au lieu de 7 au moment où Messmer réduit à 6 mois la saison du chauffage. Et les HLM, dans une note affichée, avouent avec cynisme que, si on n'augmentait pas dès maintenant, cela ferait en fin de saison une hausse « insupportable » pour chaque locataire. Et pour cause il faut payer cette année 113 F de chauffage pour un F 4, 2 fois plus que l'an dernier. Pour un F 6 avec 210 F de chauffage c'est plus de 600 F qu'il faut déboursier chaque mois !

Les Communistes de FRONT ROUGE ont donc appelé à la création d'un comité de défense des locataires. 80 personnes ont participé à l'Assemblée Générale de création du Comité. A l'unanimité ils ont refusé de payer la hausse et décidé de faire des versements groupés aux HLM par l'intermédiaire du Comité. Cette solution est bien plus mobilisatrice que celle qui consiste pour chaque locataire à payer son loyer chez lui en déduisant la hausse : de nombreux locataires sont associés à l'action, ils tiennent des permanences, etc... ceci permet au Comité d'impulser la lutte en s'appuyant sur les locataires les plus décidés.

Le lendemain de l'Assemblée Générale, une première attaque contre la lutte est venue... des révisionnistes du P.C.F. Ceux-ci à l'Assemblée Générale, n'avaient pas osé s'opposer à des propositions qui recueillaient un très large accord, ils s'étaient même déclarés d'accord avec les décisions prises. Mais dès le lendemain, ils reprenaient des ragots lancés par un des concierges des HLM, racontant que

Voilà bientôt 3 mois que le gouvernement nous rabat les oreilles avec ses plans de lutte contre la hausse des prix. N'importe quelle ménagère peut se rendre compte tous les jours que ce n'est pas vrai, que les prix n'arrêtent pas de monter. J'habite à Oyonnax et je vais tous les jours faire mes courses dans le même magasin STOC. Je peux donc relever les prix tous les jours et voir ce qui augmente. Par exemple, entre le début Janvier et le début Mars, le litre de lait est passé de 1,19 F à 1,22 F, le paquet de 4 yaourts aux fruits de 2,10 F à 2,30 F, la dose d'eau de Javel de 0,47 F à 0,50 F... et il y en a bien d'autres comme ça. Je pense qu'il y a beaucoup de ménagères qui, tous les jours, comme moi, font leurs courses au même endroit et constatent la même chose que moi. Si elles relevaient, comme je le fais, tous les prix, pour les envoyer systématiquement à Front Rouge, ça permettrait de démentir chiffres en main, les salades de Messmer et dénoncer leurs indices truqués, celui du gouvernement comme celui de la CGT.

Une mère de famille de 3 enfants.

dans un autre quartier de Villefranche. « Les locataires étaient en butte à de graves ennuis juridiques pour avoir pris hâtivement les mêmes décisions que nous ».

A la première réunion du bureau du Comité, ils reprirent l'offensive : « avant toute chose, disaient-ils, il faut s'affilier à la Confédération Nationale des Locataires ». La CNL est manipulée par les révisionnistes... Ils affirmèrent même qu'il fallait bien réfléchir aux conséquences de l'action, que nous avions la légalité contre nous ». Bref, ils voulaient saboter l'action décidée et, mis en minorité au sein du bureau, l'un des deux envoya à tous les responsables du Comité une lettre où il les invitait à se plier à son avis.

Pour couper court à toutes ces manœuvres, le Conseil d'Administration fut convoqué en réunion publique. Pendant toute la réunion les révisionnistes tentèrent de la faire dégénérer, de créer des incidents, de décourager les locataires. Complètement démasqués comme diviseurs et à bout d'arguments l'un deux déclara même : « il faut faire sortir ceux qui ne sont pas membres du conseil d'administration », bel avant goût de ce que sera la « gestion démocratique » de leur programme commun.

Après 2 h de réunion houleuse ce sont eux qui sont contraints de sortir et de démissionner. Alors l'assemblée est passée aux choses sérieuses : préparation de l'information pour tous les locataires, organisation de permanences pour encaisser les mensualités, etc...

Il appartient maintenant aux communistes de montrer à partir de cette expérience ce qu'est la ligne révisionniste du P.C.F. : contraire à la perspective de la Révolution.

incendies "inexpliqués" dans plusieurs usines "en difficulté"

Chez PIGMY RADIO à St Denis, après l'annonce de 52 licenciements, les ouvrières avaient mené pendant quinze jours une grève victorieuse : le patron avait dû renoncer aux licenciements et augmenter les salaires. Trois semaines après, un incendie ravage une partie de l'usine : le stock du rez-de-chaussée et la chaîne de montage du 1er étage. Les ouvrières imposent le paiement de leur salaire pendant la période de remise en état.

A Roanne, où la situation de l'emploi ne fait que se dégrader, les bonnetteries en difficulté brûlent : 6 incendies en 2 mois. A chaque fois, les stocks sont détruits et les ouvrières... en chômage technique. Les patrons eux sont assurés. La police cherche « assidûment » les incendiaires...!

9 F PAR JOUR pour des travailleurs pakistanaïes !

L'impérialisme français a fait venir en France 300 travailleurs pakistanaïes en faisant passer dans la presse pakistanaïse, des annonces promettant du travail.

Mais depuis qu'ils sont en France (certains sont arrivés avant le 1er juin, d'autres après juin 73) ils sont au chômage et sans papiers. Bien sûr, on ne leur a jamais parlé de la Circulaire Fontanet.

Pour 9 F par jour, ils vendent dans la rue « France Soir » et « Le Monde ». C'est avec ça qu'ils doivent vivre.

Déjà, ils se sont regroupés. Ils sont allés demander des comptes à leur ambassade qui « ne peut rien faire » (!). 25 d'entre eux ont décidé de commencer une grève de la faim, le lundi 25 Mars.

Le CACF du 18e a appelé les travailleurs du quartier à lutter pour l'égalité des droits entre français et immigrés, seul moyen pour les travailleurs, de faire céder la bourgeoisie. Il entreprend un travail de popularisation de leur lutte et de regroupement des travailleurs sans papiers.

CACF Paris 18e

projet safari: chaque français fiché au ministère de l'intérieur

SAFARI c'est le nom qu'on donne aux chasses en Afrique. C'est aussi le nom du projet de notre nouveau ministre de l'intérieur Chirac: SAFARI ce sont les initiales du Système Automatisé pour les Fichiers Administratifs et le Répertoire des Individus, système avec lequel toute la France va être mise en fiches.

Mais les grands projets du ministre montrent la réalité sous son vrai jour. Avec le projet SAFARI aucun de nous ne pourra échapper au fichage policier de l'Etat bourgeois. Jusque là nous étions fichés bien sûr, mais de façon cloisonnée: à la Sécurité Sociale, aux Impôts, dans nos usines, etc... Fini le cloisonnement des renseignements: avec le projet SAFARI le ministre aura à sa disposition les fichiers de tous les ministères, cadastres, impôts et surtout (cela intéresse au premier point Chirac) celui du ministère du Travail. Avec ce projet, la bourgeoisie aura la possibilité de savoir pour tel ouvrier jugé trop combatif par elle, outre son identité et son adresse, les usines où il a travaillé l'opinion de ses chefs, les grèves qu'il a faites, et le rôle qu'il y a joué, les contacts avec les révolutionnaires, etc...

Le fichage des militants révolutionnaires avait sérieusement progressé depuis 1968 et avec quels moyens! un super ordinateur IRIS 80 qui coûte 100 millions d'AF de location par mois et qui contient les données des 400 fichiers possédés par les divers services de police (RG, DST, PJ, etc...)

Cela ne suffit plus à la bourgeoisie, il lui faut faire face par tous les moyens à la montée des luttes, tenter d'endiguer l'influence de plus en plus grande des révolutionnaires dans les masses, tenter d'étouffer l'organisation des masses pour la Révolution.

Ce projet SAFARI nous devons le dénoncer et le combattre parce qu'il tente d'élargir la répression de la bourgeoisie contre les masses en lutte, parce qu'il est une mesure de renforcement de la dictature de la bourgeoisie.

Au Vietnam les ordinateurs, qui commandaient la monstrueuse guerre d'agression de l'impérialisme US ont été impuissants face au peuple vietnamien: par la guerre populaire il a chassé l'agresseur yankee. Face aux mesures de renforcement de la dictature de la bourgeoisie une seule solution: l'organisation des masses pour la Révolution!

OCTOBRE

n°3-4

quelques éléments sur le mouvement marxiste-léniniste en France

passer vos commandes

11,50 f (port compris)
BP 34 / Cedex 2 / 75061 Paris
CCP la Source 33.999.29

CHINE: CRITIQUE DE MASSE DE CONFUCIUS ET LIN PIAO

(3) le pcc au secours de lin piao

Malgré les divergences qu'ils peuvent avoir entre eux, les révisionnistes des différents pays se retrouvent unis dans leur opposition au marxisme-léninisme et à la révolution.

Dans ses tentatives de soumettre la Chine, le social-impérialisme soviétique utilise une double tactique: d'une part, le recours à la force, à l'agression, le déploiement de forces militaires considérables le long des frontières chinoises, la défense des traités inégaux imposés par les tsars au peuple chinois, d'autre part, le soutien à tous ceux qui, en Chine, s'opposent à la dictature du prolétariat et veulent restaurer le capitalisme; ainsi les révisionnistes soviétiques avaient-ils soutenu ouvertement Liu Chao Chi, ainsi Lin Piao a-t-il révélé dans son plan de coup d'état qu'il comptait s'appuyer sur le «parapluie nucléaire» du social-impérialisme.

Pour ne pas être en reste et afin de mieux déformer l'image du socialisme en Chine, les révisionnistes du PCC sont de nouveau entrés récemment dans le cœur des calomnies anti-chinoises.

Dans l'Humanité du 11 Mars, Alain Roux, dans un article particulièrement anti-chinois est venu nous rappeler que le PCC avait son mot à dire contre la Chine socialiste; l'opposition haineuse du PCC à la Chine est déjà une tradition pour ce parti: dans les années 60, Thorez ne fut-il pas à la pointe du combat anti-chinois, n'essaya-t-il pas de faire passer les communistes chinois pour les partisans de la guerre mondiale? Jean Emile Vidal n'avait-il pas, dans l'Humanité, fiévreusement attaqué la Révolution Culturelle, déformant la lutte du peuple chinois, dénigrant les réalisations socialistes, contre-disant même ses propres articles sur les Communes populaires écrits quelques années avant?

Pour les marxistes-léninistes, ces positions du PCC n'ont rien d'étonnant: dégénérant en parti bourgeois dans les années qui ont suivi la mort de Staline, le PCC n'a cessé depuis, de s'attaquer à la révolution; craignant, comme la peste, la croissance d'une force politique authentiquement révolutionnaire, le PCC a, dans la dernière période, multiplié ses attaques contre les révolutionnaires, calomniant l'Opposition Syndicale Révolutionnaire à Lip, dénonçant les marxistes-léninistes dans un journal local, lors de la grève de la Saviem. Attaques contre les révolutionnaires à l'intérieur, attaques contre le socialisme à l'extérieur, ces 2 aspects de la politique réactionnaire du PCC sont intimement liés.



Alain Roux commence son article sur le ton de la fausse objectivité: après avoir rappelé que le «vieux sage Confucius» était mort il y a 2500 ans, il écrit qu'il «ne saurait être question ici d'expliquer un événement en cours et sur lequel nous sommes mal renseignés». Le PCC a-t-il oublié qu'il existe des publications chinoises en langue française, par exemple Pekin-Information. Si Alain Roux s'était reporté à cette revue, il aurait peut-être pu se «renseigner» sur la réalité du socialisme en Chine et sur l'ampleur du mouvement de critique actuel de Lin Piao et de Confucius. Mais il y a bien longtemps que le



les ouvriers de l'Imprimerie du Peuple de Pékin écrivent des articles pour critiquer lin piao et Confucius.

PCC préfère puiser ses informations sur la Chine dans la propagande bourgeoise la plus réactionnaire.

Suivons le plumitif révisionniste, lorsqu'il entre dans le vif du sujet: l'appréciation de la Révolution Culturelle. C'est ni plus ni moins les arguments d'un Peyrefitte qui sont repris ici: la Chine serait un pays arriéré et la Révolution Culturelle une certaine forme de remède contre cette arriération. Cette arriération, comment Alain Roux la caractérise-t-il? Par le «poids des superstitions», le «fatalisme devant les calamités naturelles», l'évolution lente des forces productives.

«Le poids des superstitions», Mr Roux, les ouvriers et les paysans chinois ont appris à s'en débarrasser au cours des décennies de lutte acharnée qu'ils ont menées sous la direction de leur Parti Communiste contre l'impérialisme et le féodalisme.

La mobilisation constante des masses pour lutter contre la sécheresse, la construction, à l'initiative des masses, de milliers de kilomètres de canaux à travers toute la Chine, l'augmentation incessante du rendement de la production agricole, la mécanisation croissante de l'agriculture, est-ce cela «le fatalisme» dont vous parlez? Quant à l'évolution lente des forces productives, c'est une contre-vérité flagrante, démentie par les progrès considérables de l'industrie et de l'agriculture, de la science et de la technique, mais surtout par cet enseignement de Staline que Mr Roux semble avoir bien oublié: «l'homme est le capital le plus précieux». Dans le développement des forces productives, c'est le facteur humain, des millions d'hommes mobilisés pour le développement du socialisme, qui joue le rôle principal.

Après avoir laissé entendre que le mouvement actuel était d'une grande confusion: on critique en bloc Confucius, Mencius, Lin Piao, Liu Chao-Chi, Alain Roux trouve «saugrenu» que des enfants s'expriment - jusque dans le Quotidien du Peuple - sur le système d'éducation. Comment un révisionniste peut-il comprendre le formidable élan de la jeunesse chinoise, son enthousiasme pour les choses nouvelles, socialistes, son dégoût pour les choses anciennes, réactionnaires? Comment peut-il comprendre, lui qui a pour modèle l'Union Soviétique d'aujourd'hui - où la restauration du capitalisme enlève tout idéal à la jeunesse - qu'en Chine, les enfants, même très jeunes, puissent acquérir une conscience politique,

donner leur avis sur les affaires de l'Etat, sur l'enseignement, lutter contre la transmission académique du savoir.

Mais c'est encore la dernière partie de l'article qui est la plus révélatrice. Ici, A. Roux reprend purement et simplement à son compte la thèse de Liu Chao-Chi - reprise par Lin Piao - selon laquelle la contradiction principale en Chine serait celle qui oppose le caractère avancé des rapports de production au caractère arriéré des forces productives. Cette thèse aboutissait à mettre au premier plan le développement de la production et à subordonner la lutte politique et idéologique à la lutte pour la production.

Ce faisant, Liu Chao-Chi et Lin Piao comptaient sur une dépolitisation des masses qui leur permettrait de mettre en œuvre leur projet contre-révolutionnaire.

A. Roux les soutient ouvertement: il les qualifie de «dirigeants plus au fait des réalités» à qui il oppose les «dirigeants volontaristes». Ces «dirigeants plus au fait des réalités» n'avaient en fait d'autre but que de restaurer le capitalisme. En s'attaquant ouvertement à Mao Tse-Toung, au 10ème congrès du PCC, qui aurait confirmé «une ligne politique volontariste». A. Roux et le PCC, à l'image de leurs amis soviétiques choisissent clairement leur camp: celui de Lin Piao, celui de la contre-révolution.



Que les révisionnistes du PCC et Lin Piao se rejoignent n'est pas fait pour nous étonner: leur rapprochement n'est d'ailleurs pas à sens unique. Car si le PCC soutient la politique qu'un individu tel que Lin Piao préconisait pour la Chine, en retour, certaines formes de schématisation et donc de déformation du marxisme-léninisme et de la pensée mao tsé toung dont Lin Piao s'était fait le champion, ont rendu de fiers services au révisionnisme dans notre pays.

Il ne s'agit pas de nier le rôle positif qu'a pu jouer par exemple la diffusion dans notre pays du petit livre rouge. Mais entre le fait d'apprendre par cœur - comme le recommandait Lin Piao -

quelques citations de Mao Tsé Toung, et l'assimilation du marxisme-léninisme et de la pensée Mao Tsé Toung, en vue de leur application concrète à la situation concrète de la Révolution en France, il y a une marge.

Le mouvement marxiste-léniniste qui connut un certain développement à l'époque de la Révolution Culturelle particulièrement en milieu étudiant, adopta à cette période de son existence une attitude infantile par rapport à la théorie marxiste-léniniste, qui le priva de toute possibilité de progresser dans l'organisation de la classe ouvrière. Après mai 68 la Cause du Peuple perpétua cette orientation en vidant de tout contenu le marxisme-léninisme et la pensée mao tsé toung pour les réduire à quelques recettes - l'application simpliste par exemple du juste mot d'ordre: «le pouvoir est au bout du fusil»: favorisa l'entreprise du PCC qui consistait à faire passer les «maos», pour des aventuriers partisans de la violence à tout prix. Ce comportement, résultat de la rencontre entre une conception schématique de la théorie (analogue à la conception de Lin Piao) et une base sociale étudiante, empêcha toute pénétration conséquente du marxisme léninisme dans les masses, toute remise en cause sérieuse de l'emprise du révisionnisme.

L'apparition d'une force révolutionnaire conséquente ne put se faire que dans la lutte contre ces conceptions, par la réhabilitation de la théorie révolutionnaire et la lutte contre le subjectivisme.

La réalité est complexe, la théorie qui sert à l'analyser l'est forcément aussi. En fait l'attitude par rapport à la théorie est inséparable de l'attitude par rapport aux masses. Si on est persuadé que ce sont les masses qui font l'histoire, alors on s'efforce de les faire accéder à la compréhension du développement historique au lieu de propager en leur direction quelques recettes caricaturales du marxisme léninisme.

Aujourd'hui le Parti Communiste Chinois mobilise les masses dans une lutte politique et idéologique d'une grande ampleur contre ces conceptions réactionnaires de Lin Piao. Les marxistes-léninistes ont d'autant plus à apprendre de cette grande lutte révolutionnaire qu'ils ont eux-mêmes à lutter contre toutes ces conceptions qui pour le plus grand profit du révisionnisme et de la bourgeoisie rabaisent le rôle de la théorie révolutionnaire.

Le peuple cambodgien est aujourd'hui aux avant-postes de la lutte contre l'impérialisme américain. C'est pourquoi Front Rouge a décidé d'informer plus complètement ses lecteurs sur divers aspects de sa lutte. Cette semaine, nous commençons avec l'histoire du Cambodge entre la proclamation de l'indépendance en 1954 et le coup d'état fomenté par la C.I.A. le 18 mars 1970.

cambodge: de 1954 à 1970, 16 ans de manœuvres u.s. contre l'indépendance

L'agression ouverte de l'impérialisme US contre le Cambodge depuis 1970, les victoires foudroyantes remportées depuis cette date par le peuple Cambodgien grâce à son unité, sont le développement de la situation dans ce pays avant 1970.

Voilà en effet de longues années, en fait depuis la guerre coloniale menée contre les peuples d'Indochine par l'impérialisme français, que l'impérialisme US intervient contre le peuple cambodgien, et que le peuple cambodgien défend contre lui son indépendance.

UNE INTERVENTION DE LONGUE DATE

Le 21 avril 1954 la revue «US News and World Report» écrivait: «les Etats Unis considèrent l'Indochine comme un endroit devant être gardé à n'importe quel prix». Dans le système d'agression et d'intervention US en Indochine, le Cambodge constituait une pièce nécessaire. Aussi, il n'échappait pas à cette volonté de main-mise que les USA ont poursuivie notamment de 1954 à 1970.

Dès 1953 l'impérialisme US tentait en vain de faire participer le Cambodge à sa «croisade anti-communiste» en Asie et en 1954 il prétendait lui imposer de participer à son pacte agressif de l'Organisation du traité de l'Asie du Sud Est (OTASE).

Depuis lors, il avait multiplié les activités subversives contre le régime du prince Sihanouk, qui refusait de participer à ces menées agressives en Asie du Sud Est. D'une part, il avait constitué en Thaïlande, avec les débris des troupes fantoches de l'impérialisme français, une armée

mercenaire dite «Khmer Serei», qui n'avait cessé d'effectuer des sabotages et des coups de main contre le Cambodge. Le chef de cette armée n'était autre que Son Ngoc Thanh, aujourd'hui haut dignitaire du régime fantoche de Lon Nol. D'autre part, les Etats Unis avaient fomenté des complots comme ceux qui furent découverts en 1959, 1962 et 1964. Là encore, on retrouve dans le complot de 62 un personnage aujourd'hui haut placé à Phnom Penh: le dénommé Op Kim Ang. Les activités subversives de la CIA allèrent jusqu'à l'assassinat (celui du directeur du journal progressiste «le Peuple»), et à la tentative d'assassinat du prince Sihanouk lui-même à deux reprises en cours de l'année 1959. Dans tous les cas, la main de l'agence d'espionnage US CIA fut découverte au fond du sac: la bombe destinée à assassiner Sihanouk, et qui tua trois personnes avait été expédiée d'un poste militaire US de Saïgon.

En même temps, qu'ils tramaient des complots à l'intérieur du pays, les impérialistes US, directement ou par l'intermédiaire de leurs fantoches thaïlandais et sud-Vietnamiens, multipliaient les actions armées contre le Cambodge. En 1954 et 1958 on assiste à de véritables invasions, respectivement par les régimes de Saïgon et de Bangkok, de deux régions frontalières. De 1962 à 1969 il y eut ainsi plus de 7.000 violations du territoire cambodgien! En avril et mai 1969, l'impérialisme US faisait répandre des défoliants sur 70.000 ha dans la province de Kompong Cham. L'intervention massive des fantoches

sud vietnamiens et thaïlandais au Cambodge après 1970 est la prolongation et le développement d'une politique déjà appliquée de longue date: le peuple cambodgien avait déjà appris depuis longtemps dans la souffrance de sa chair la véritable nature de l'impérialisme US. Mais surtout la principale tactique de l'impérialisme US pendant toute cette période, avait consisté, notamment sous le couvert de «l'aide économique et militaire», à acheter au sein même du régime du prince Sihanouk des personnages hauts placés qui préparaient sa chute. Les Lon Nol et les Sirik Matak ont usé de tous les moyens pour y parvenir. Dès 1953, Sirik Matak, alors ministre des affaires étrangères, faisait pression pour que le Cambodge accepte les «propositions» US d'alliance anti-communiste. Lon Nol, dans les années qui suivirent l'indépendance, dirigeait déjà la répression contre les patriotes de la première guerre de libération, qu'il faisait passer mensongèrement pour des «khmers serei». A partir de 1961, cette clique entraprit d'isoler le prince Sihanouk en les séparant des progressistes et des patriotes. C'est ainsi qu'en 1963, ils montèrent de toutes pièces des prétendus «complots» des forces progressistes pour pouvoir entreprendre leur liquidation: ils organisèrent en sous-main une campagne de dénigrement du prince Sihanouk pour le contraindre à les laisser prendre frauduleusement la majorité à l'Assemblée Nationale élue en 1966. En 1967 ils montèrent une série de provocations contre des paysans afin de pouvoir attribuer leur révolte aux

progressistes, et lever l'immunité parlementaire des députés Khieu Samphan, Hou Youn, et Hu Nim. Lon Nol, s'étant imposé à des postes de gouvernement, parvint en 1969 à rétablir des relations diplomatiques avec les Etats Unis à «ralliés» à son armée des milliers de «khmers serei» pour servir ses desseins.

Le prince Sihanouk ayant ainsi été isolé des progressistes et des patriotes qui étaient les seuls à pouvoir appliquer effectivement une politique d'indépendance et de neutralité, les hommes de main des yankees n'avaient plus qu'à le renverser pour appliquer en toute liberté la politique de leurs trésoriers payeurs généraux: ce fut le coup d'Etat du 18 mars 1970.

UNE LONGUE RESISTANCE

L'acharnement des impérialistes US à renverser le prince Sihanouk par leurs complots et agressions de toutes sortes n'a qu'une explication: son refus constant de participer à leurs entreprises d'agression, sa politique d'indépendance, de neutralité et de paix. Dès décembre 1954 il avait ainsi défini sa politique extérieure, refusant aussitôt de participer à l'OTASE. Cette politique devait se développer plus tard avec la rupture des relations diplomatiques, avec la Thaïlande et le régime de Saïgon, le projet de «l'aide US» puis la rupture des relations diplomatiques avec les USA eux-mêmes, face aux complots et agressions dirigés contre le Cambodge. Il entretenait des relations amicales avec la République Populaire de Chine, avait reconnu la République Démocratique du Vietnam, avait été

parmi les premiers à reconnaître le Front National de Libération, puis le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud Vietnam. C'est sur son initiative, en 1965, que s'était tenue à Phnom Penh la première Conférence des Peuples Indochinois. La solidarité entre les peuples d'Indochine, forgée dans la lutte contre le colonialisme français, a pu ainsi se prolonger pendant toute cette période pour culminer aujourd'hui, après la conférence au sommet des trois peuples d'Indochine de 1970. Des aspects de cette juste politique existèrent jusqu'au bout, avec l'élévation au rang d'ambassade de la Mission du Front National de Libération du Sud Vietnam en 1969. C'est à la même époque que, comprenant l'impossibilité d'endiguer la montée au sein même du régime de Sihanouk des forces de l'impérialisme US, les éléments progressistes gagnèrent la clandestinité à la campagne. Ils purent y développer activement la politique de construction des forces de défense nationale sur la base de la guérilla politique définie par ailleurs officiellement par le gouvernement du prince Sihanouk et que les réactionnaires sabotaient systématiquement. Ils aidèrent les paysans à résister aux attaques montées par les ministres et généraux réactionnaires. C'est grâce à leur attitude clairvoyante que lors du coup d'Etat de 1970, au lieu de subir les graves revers connus par le peuple indonésien, le peuple cambodgien put réaliser son unité nationale au sein du Front Uni National du Kampuchea et marcher vers de brillantes victoires.

le fascisme portugais, ébranlé par la lutte des peuples africains

La lutte qui secoue le régime fasciste portugais n'est en rien une lutte entre colombes et faucons, partisans de la paix et ultras. SPINOLA qui prétend vouloir mettre fin à la guerre coloniale et propose d'accorder aux colonies une sorte d'autonomie à la mode du néocolonialisme n'en est pas moins fasciste au même titre que Caetano le chef du gouvernement. Les prises de position de SPINOLA ne font donc que traduire la crise très grave que traverse le régime fasciste portugais. Les racines de cette crise il faut les chercher dans l'échec des guerres coloniales menées par le Portugal en Afrique. Ces colonies sont la principale source de profit des trusts portugais et étrangers (US, britanniques) installés au Portugal. Récemment encore, on vient de trouver du pétrole en Angola. C'est donc avec acharnement que ces trusts ont encouragé et soutenu les guerres coloniales, c'est pour eux une question vitale. Malgré cet acharnement, malgré l'appui sans compter de l'Alliance atlantique (rappelons par exemple que le Portugal est le premier acheteur mondial d'hélicoptères français), malgré tout cela, l'armée coloniale fasciste est acculée à la défaite. En Guinée Bissau, l'indépendance est proclamée et les forces armées du PAIGC poursuivent les occupants jusque dans leurs derniers retranchements comme le camp de Copa une des principales bases militaires portugaises, qui vient de tomber aux mains des patriotes, ou les multiples bâtiments de la capitale Bissau qui sautent les uns après les autres. En Angola un tiers du territoire est libéré. Et au Mozambique les patriotes sont en train de paralyser la ligne de chemin de fer reliant la Rhodésie à la mer et objectif stratégique de première importance.

Mais le régime fasciste rencontre aussi d'énormes difficultés au Portugal même. Une hausse des prix vertigineuse qui atteint 21% en 1973, un chômage chronique et encore accru par une vague de restructurations dans les entreprises portugaises, voilà la situation contre laquelle se soulèvent les masses portugaises.

Dans ce pays, où les grèves sont interdites, elles sont de plus en plus nombreuses: ces derniers temps, citons la grève des ouvriers de la Compagnie Fabril de Cavado à Ruaes avec occupation de leur usine contre une réduction de la semaine de travail à 4 jours... Rien que pour le mois de janvier, 5000 ouvriers ont fait grève. A cela vient s'ajouter un mouvement d'opposition à la guerre coloniale de plus en plus fort: Déjà plus d'une centaine de milliers de jeunes portugais sont exilés à l'étranger, au cours de ces derniers mois des meetings rassemblant plusieurs milliers de personnes se sont tenus au Portugal même pour dénoncer la guerre coloniale malgré la terreur fasciste. C'est enfin un des thèmes avancés par les étudiants actuellement en grève.

Une débacle militaire de plus en plus cuisante, des jeunes qui refusent en masse, de plus en plus nombreux, de partir pour la guerre coloniale, une économie en crise et qui aurait bien

besoin de se réorganiser, de se restructurer, d'investir des capitaux neufs, toutes choses qui sont impossibles tant que la guerre coloniale engloutit la moitié du budget national et immobilise sous les drapeaux pendant 4 ans 1/2 toute la jeunesse du pays... Ce sont les problèmes qui secouent la bourgeoisie fasciste portugaise et l'obligent à chercher de nouvelles voies.

Mais que ce soit la solution CAETANO de guerre à outrance, ou la solution SPINOLA, de domination par fantoche interposé, aucune ne viendra à bout de la réalité qu'affronte le colonialisme portugais en Afrique: la guerre du peuple qui remporte des victoires de plus en plus éclatantes. Ces deux solutions sont condamnées car les peuples en armes de Guinée Bissau, d'Angola, et du Mozambique ont montré qu'ils rejettent toute solution de replâtrage visant à prolonger la domination portugaise. Quant au peuple portugais il s'est déjà lancé dans la lutte contre le fascisme et contre les impérialistes européens et américains qui soutiennent la clique Caetano.

A BAS LA CLIQUE FASCISTE CAETANO-SPINOLA!

INDEPENDANCE POUR LES PAYS OCCUPES PAR LE PORTUGAL!



le criminel fasciste Spinola (à gauche sur la photo)

spinola: un criminel de guerre

Engagé volontaire aux côtés des fascistes franquistes pendant la guerre d'Espagne, combattant dans les rangs de l'armée nazie à Stalingrad, il a fini par conquérir ses galons de criminel de guerre en Angola et en Guinée Bissau à la tête des troupes fascistes d'occupation coloniale. A ce titre, il est responsable du massacre de milliers de patriotes africains, de l'action des troupes coloniales consistant à tout tuer tout brûler tout détruire. Considéré comme un héros national par tout ce que le Portugal compte comme fasciste, c'est en vaincu que les patriotes guinéens l'ont obligé à quitter son dernier poste, celui de «commandant en chef et gouverneur» de la Guinée Bissau. Son armée était en déroute et sa «province» réduite à quelques villes et garnisons, la plus grande partie du pays étant libérée sous la direction du Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert (PAIGC).

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal

1 an

60 F

3 mois

15 F

pli fermé

1 an

120 F

pour l'étranger: écrire au journal qui fournira le tarif.

demande de contact

Nom: prénom:

adresse:

profession:

envoyer cette demande à:
Front Rouge BP 464 - 75065 PARIS CEDEX 02

L'enjeu du chantage soviéto-us à la limitation des forces en Europe:

obtenir de substantiels avantages économiques et politiques

Le «coup de poing sur la table» de Nixon à Chicago, véritable mise en garde adressée aux pays européens contre toute tentative de confrontation politique ou économique avec les Etats-Unis ce chantage met en évidence, une fois de plus, la faiblesse relative qui est encore celle de l'Europe de l'Ouest, face aux 2 superpuissances, l'URSS et les USA. Cette faiblesse est apparue encore plus nettement depuis la fin de l'année 73, depuis la guerre d'Octobre où l'Europe est restée complètement en dehors des tractations entre les 2 Grands, puis la «crise de l'énergie», où elle a été la plus durement touchée par les justes mesures prises par les pays arabes.

en Europe, les 2 superpuissances s'affrontent pour l'hégémonie

Sur la terre entière, les 2 superpuissances impérialistes s'affrontent pour se partager le monde. L'Europe n'échappe pas à la règle. Bien au contraire, elle est un enjeu important de la rivalité entre les 2 superpuissances. Ni l'impérialisme US, ni le social-impérialisme, ne peuvent laisser, sans réagir se développer une nouvelle puissance impérialiste en Europe. L'un et l'autre s'activent donc pour empêcher l'Europe de l'Ouest de devenir une troisième superpuissance concurrente des 2 autres, pour y maintenir et même y élargir leurs zones d'influence, pour y conquérir de nouveaux marchés.

Une question décisive pour la domination de l'Europe est celle des forces militaires en présence. Tandis que le social-impérialisme pose pour condition à la réduction de ses forces l'obtention d'avantages économiques et politiques importants, l'impérialisme US, de son côté, utilise la faiblesse relative des pays Ouest-Européens pour poser aussi des conditions économiques au maintien de sa «couverture militaire». Tout en parlant de réduction des forces, de désarmement, de détente, ils ne cessent de renforcer leurs armements; ils maintiennent tous deux d'énormes forces hors de leurs frontières et particulièrement en Europe: près de 300.000 GI'S en Europe occidentale, et de 600.000 soldats soviétiques en Europe de l'Est (Hors d'URSS) 60 navires US et 95 soviétiques qui patrouillent en permanence dans la Méditerranée. Voilà la réalité de la

«détente» en Europe dont parlent les 2 supergrands.

Ces questions sont au centre des 2 conférences européennes actuellement en cours. La Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) s'est ouverte à Helsinki, l'année dernière et sa première phase s'est achevée, en juillet 73 par un accord sur la «question des frontières». Cet accord sanctionnait un état de fait, en Europe: il définissait noir sur blanc des frontières jusqu'alors contestées, comme celles de la Pologne, et en même temps, sanctionnait le partage de l'Europe en zones d'influence, par exemple en plaçant définitivement Berlin Ouest sous la dépendance directe de la République Fédérale d'Allemagne (RFA), donc dans la zone d'influence de l'impérialisme US.

La CSCE piétine maintenant sur le problème de la limitation des forces armées en Europe, tout comme l'autre conférence qui réunit à Vienne les pays de l'OTAN et ceux du pacte de Varsovie. En effet, les 2 superpuissances veulent maintenir leur pression sur les pays européens; elles visent donc à y empêcher le développement d'une importante force militaire autonome, particulièrement d'une force nucléaire. Elles ont aussi intérêt à réduire leurs propres forces stationnées en Europe et qui leur coûtent très cher; mais elles ne le feront que dans la mesure où cette réduction sera égale, de part et d'autre, sans modifier le rapport de forces. C'est ainsi qu'à Vienne, URSS et USA sont d'accord pour limiter leurs forces ainsi que celles des pays européens mais réclament chacun un mode de réduction qui l'avantage. Pour les Soviétiques, c'est la réduction nombre pour nombre des effectifs, et pour les Américains, il s'agit de réduire la disparité numérique actuelle, jusqu'à des effectifs égaux en nombre.

quelle dépendance par rapport à l'impérialisme u.s.?...

Depuis quelques mois, la question des relations entre l'impérialisme US et les pays européens occupe le devant de la scène. Dans plusieurs domaines, les intérêts propres des impérialismes européens rentrent en contradiction avec ceux de l'impérialisme US, et dans d'autres domaines, les impérialismes européens et US ont les mêmes intérêts.

► C'est évidemment sur le plan militaire que les impérialismes européens sont le plus dépendants de l'impérialisme US, car l'Europe ne sera pas capable, avant longtemps, d'avoir une puissance militaire équivalente à celle des 2 superpuissances. En particulier, les forces nucléaires françaises ou britanniques ne sont qu'une goutte d'eau à côté des 7000 ogives nucléaires tactiques que peuvent aligner les USA en Europe. Quant à la «défense» de l'Allemagne de l'Ouest, elle dépend pour une grande partie des troupes US qui y sont stationnées. Aucun impérialisme européen, pas même la France, ne peut donc aujourd'hui réclamer sérieusement ni le départ des troupes US, ni la suppression du «parapluie» nucléaire.

Mais l'impérialisme US, de son côté, n'a pas intérêt à cela: une Europe ainsi désarmée, serait une proie facile pour le social-impérialisme soviétique. Quand, à Chicago, Nixon menaçait de retirer les troupes US d'Europe, ce n'était donc qu'une menace en l'air. Par contre, ce que l'impérialisme US voudrait imposer aux pays européens, c'est qu'ils participent, avec une part plus grande, aux frais d'entretien des troupes US en Europe, qui s'élèvent à 17 Milliards de Dollars par an, soit plus que le budget militaire de la France seule!

► En ce qui concerne les échanges économiques, Nixon réclamait, dans son discours de Chicago, «un traitement équitable pour nos producteurs». En effet, un des premiers résultats du marché commun a été la levée des barrières douanières entre les pays de la Communauté, et au contraire, la taxation a été maintenue pour les produits venant de l'extérieur de la Communauté. Ce qui désavantage les produits américains. De même, des accords privilégiés ont été passés entre les pays de la CEE et les pays qu'ils dominent en Afrique et en Asie, ce qui désavantage encore l'impérialisme US. L'entrée dans la CEE de la Grande Bretagne, qui était un des gros partenaires commerciaux des USA, n'a fait qu'aggraver cette situation. Tant et si bien que la grande négociation commerciale USA-Europe (qui portait entre autres sur les produits agricoles), le fameux Nixon Round, qui devait démarrer à l'automne, n'a toujours pas commencé. L'impérialisme US réclame toujours un traitement de faveur pour ses produits agricoles.

► La politique énergétique enfin, a été au premier plan pendant tout le dernier trimestre 73. Pour assurer leur approvisionnement en pétrole, les pays européens ont pris toute une série de mesures, depuis la signature de contrats d'Etat à Etat avec les pays producteurs jusqu'à l'annonce récente d'une conférence Europe-pays producteurs. Ces mesures vont dans le sens d'une plus grande indépendance par rapport aux trusts US du pétrole qui, jusqu'alors, contrôlaient totalement le marché, au mieux de leurs intérêts. C'est pour reprendre le contrôle du marché pétrolier que Nixon a convoqué en février dernier, la conférence de Washington où il a proposé une attitude commune des pays consommateurs (sous-entendu: sous la direction de l'impérialisme US), face aux pays producteurs. Par contre, quand il s'agit de faire pression sur les pays producteurs pour faire baisser les prix, les impérialismes US et européens sont d'accord: ils savent bien s'entendre sur le dos des peuples dominés.

les impérialismes européens n'ont pas encore tranché

«Les Européens ne peuvent pas bénéficier de la participation et de la coopération des Etats Unis sur le front de la sécurité et ensuite s'adonner à des confrontations sur les fronts économique et politique». C'est ainsi que Nixon s'adressait à Chicago aux pays européens. En clair, cela veut dire: assez hésité, il faut choisir une bonne fois pour toutes de rester dans l'orbite de l'impérialisme US. C'est que, entre des intérêts divergents, les impérialismes européens n'ont pas encore choisi. Quelle Europe veulent-ils construire? Une Europe totalement indépendante des 2 superpuissances? L'Europe n'en a pour l'instant pas les moyens et surtout pas militaires. Une Europe largement dominée par l'impérialisme US, ou une Europe indépendante, liée dans une moindre mesure à l'impérialisme US, telles sont les 2 voies entre lesquelles les pays européens n'ont pas encore tranché. C'est particulièrement net sur la question du pétrole: entre l'alignement sur les positions US lors de la réunion de Washington et les tentatives de dialogue direct avec les pays arabes producteurs, les pays

européens n'ont cessé de balancer. Pour Nixon, il est temps que cette hésitation cesse. C'est pour cela qu'il a tapé du poing à Chicago.

Pour les travailleurs européens, il n'y a pas à hésiter. C'est sur leur dos que se fait la domination, même allégée, de l'impérialisme US sur l'Europe. Entretenir des troupes US en Europe, cela signifie une menace permanente contre les peuples européens, mais aussi payer des impôts plus lourds pour les travailleurs. Ouvrir l'Europe aux produits agricoles américains, cela signifie une concurrence énorme pour les paysans européens. La présence des trusts US en Europe, cela signifie pour les ouvriers européens exploitation, chômage...

hors d'Europe, les troupes et les trusts u.s.!

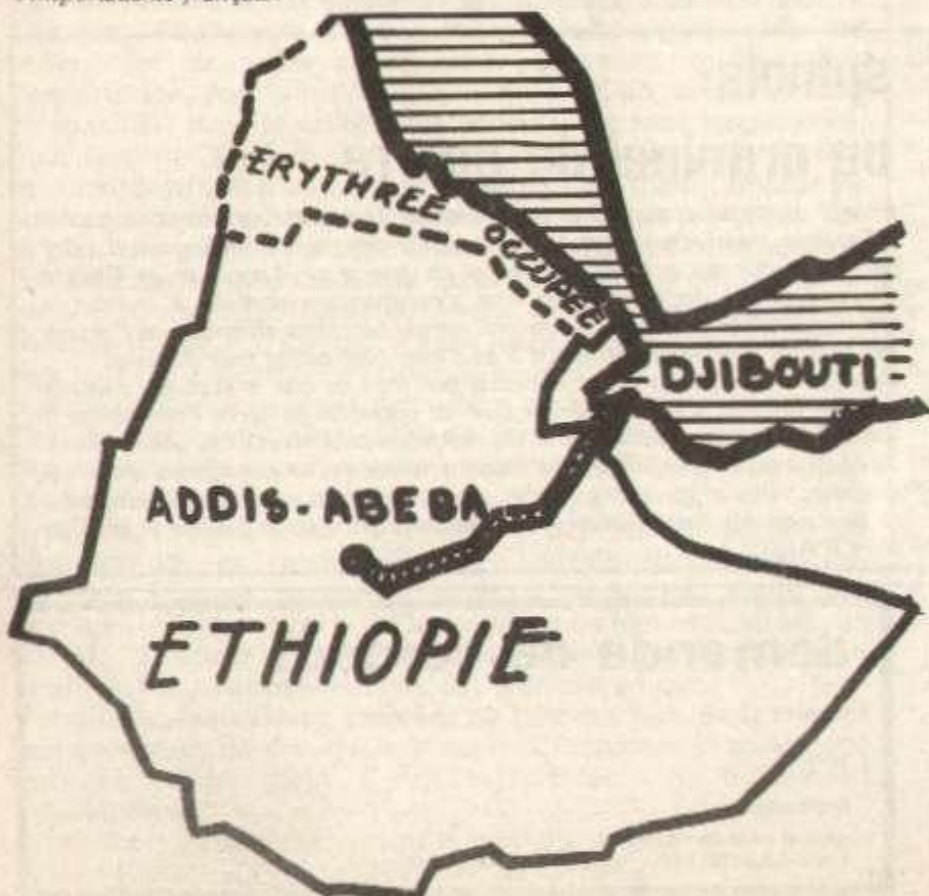
Si aujourd'hui, l'impérialisme US, ses troupes et ses trusts sont déjà sur place en Europe de l'Ouest, nous n'oublions pas qu'un autre impérialisme, le social-impérialisme soviétique tente, par les mêmes moyens que l'impérialisme US, c'est à dire le chantage à la force armée, d'obtenir de prendre pied en Europe de l'Ouest, d'y obtenir de substantiels avantages politiques et économiques. Les travailleurs européens s'opposent à ces manœuvres soviétiques comme à celles de l'impérialisme US.

à bas l'hégémonie des 2 superpuissances

La presse française souligne à chaque occasion les «positions indépendantes» de l'impérialisme français à l'égard des 2 superpuissances. Les travailleurs savent ce que signifie cette «indépendance». Les contradictions entre l'impérialisme français et les superpuissances, ce sont eux qui en font les frais, obligés de payer d'une exploitation renforcée l'aiguillage de la bataille des marchés. Les compromis entre l'impérialisme français et l'impérialisme US, c'est aussi eux qui en font les frais, obligés de payer pour l'entretien d'une force US en Europe. Les travailleurs refusent d'en faire les frais. C'est à l'impérialisme français de payer. L'ennemi principal de notre peuple, c'est l'impérialisme français, notre tâche est de l'abattre par la révolution socialiste.

à bas l'impérialisme français

«le chemin de fer Djibouti - Addis Abeba, un instrument de l'impérialisme français»



6000 tonnes de céréales pourrissent à djibouti: l'impérialisme seul responsable de la famine

La famine a déjà fait plus de 200.000 morts en Ethiopie et plus de 100.000 dans la région du Sahel africain. Ainsi dans l'est de l'Ethiopie la tribu des Danakils est en train de disparaître. Les troupeaux ont été décimés, le gibier fuit la région. Dans les endroits les moins touchés, c'est de 30 à 50 morts par jour que les Danakils ensevelissent sous des tas de pierres pour empêcher les hyènes de les déterrer. Pour toutes les populations éloignées de plus de 5 km de la route, les «secours» n'arrivent pas. C'est aussi le cas au Niger, où le fleuve est «trop bas pour que les bateaux de vivres puissent parvenir jusqu'à la ville de Tombouctou». La bourgeoisie voudrait faire croire que c'est l'absence de moyens de transport qui réduit à néant les «efforts du monde civilisé» pour sauver les Africains victimes d'une «calamité naturelle». Mais comment peut-elle justifier qu'à Djibouti, département d'outre mer, colonie française, 6000 tonnes de blé et de maïs destinées aux victimes de la famine pourrissent sur les quais du port? Faute de moyens de transport? Alors que l'impérialisme n'a pas hésité à maintenir un pont aérien ininterrompu entre les USA et «Israël» pour ravitailler les sionistes en armes et munitions pendant la guerre d'octobre! En réalité les trains fonctionnent bien entre Addis Abeba et Djibouti, mais à vide dans le sens Djibouti-Addis Abeba. Par contre dans l'autre sens, les wagons sont pleins de café, de viandes ou de

légumes secs pillés aux masses Ethiopiennes pour le plus grand profit de l'impérialisme français. Ces marchandises continuent à affluer alors que les masses qui les ont produites meurent de faim, alors que les stocks de grain pourrissent. C'est bien l'impérialisme français le responsable: c'est une société franco-éthiopienne qui exploite ce chemin de fer.

S'il n'y a pas de moyens de transport développés en Ethiopie (comme dans tous les pays dominés par l'impérialisme) c'est parce que, pour développer leur pillage, les impérialistes n'ont besoin que de grands axes acheminant les produits de leur vol vers les ports. Et ces axes sont réservés à leur usage! Les stocks de grains pourrissent à côté des populations qui meurent de faim: qu'on ne nous fasse pas croire que la «bonne volonté» «internationale» se heurte à un obstacle imprévu. L'impérialisme français, en particulier, a fait que la sécheresse qui s'est abattue sur l'Afrique soit une catastrophe parce que les terrains étaient épuisés par le type de culture imposé. C'est lui aussi qui laisse pourrir les vivres d'un côté parce que leur transport n'est pas rentable, et de l'autre, continue son pillage en toute tranquillité derrière le paravent de «l'aide» qu'il prétend apporter à ses victimes.

A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS.